



Assemblée générale

Distr. générale
16 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 75 a) de l'ordre du jour provisoire*

**Promotion et protection des droits humains :
application des instruments relatifs aux droits
humains**

Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport d'activité établi par le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Nils Melzer, en application de la résolution [72/163](#) de l'Assemblée.

* [A/76/150](#).



Rapport d'activité du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Nils Melzer

Résumé

Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Nils Melzer, s'intéresse à l'importance que revêt le principe de responsabilité au regard de l'interdiction absolue et intangible de la torture et des mauvais traitements, recense les principaux problèmes juridiques et pratiques à l'origine des lacunes générales observées aujourd'hui dans la mise en œuvre de ce principe, donne un aperçu des différentes fonctions et formes de responsabilité, et formule des recommandations adressées aux États en vue d'améliorer le respect dudit principe et l'accès aux voies de recours en cas d'actes de torture ou de mauvais traitements.

I. Introduction

1. Le caractère absolu et intangible de l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est universellement reconnu. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États s'emploient à mettre en place des cadres normatifs et institutionnels nationaux et internationaux destinés à la faire respecter dans les faits. Malgré ces efforts sans précédent, des actes de torture et des mauvais traitements continuent, aujourd'hui encore, d'être commis en toute impunité ou presque dans le monde entier, et les victimes ou leurs proches obtiennent rarement la réparation, le dédommagement et la réadaptation auxquels ils ont droit en vertu du droit international¹.

2. La volonté d'amener les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements à répondre de leurs agissements a été l'une des motivations essentielles qui a guidé l'élaboration de normes juridiques et de mécanismes institutionnels susceptibles de faire respecter effectivement l'interdiction de telles pratiques. Dans cette optique, le principe de responsabilité en la matière a non seulement été associé aux notions de punition, de réparation et de dédommagement, mais a aussi cherché, plus largement, à garantir la justice, la réconciliation et la primauté du droit, ainsi qu'à prévenir de nouvelles violations. Qui plus est, le fait de disposer d'institutions responsables est intrinsèquement lié à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16, qui vise à créer des sociétés transparentes et inclusives où la justice soit accessible à tous. Pourtant, les failles d'ordre normatif, institutionnel et procédural, de même que les dénégations systématiques, l'obstruction délibérée et les manœuvres visant à échapper délibérément à ses responsabilités demeurent courants dans le monde entier et concourent à maintenir, de manière généralisée, des lacunes structurelles en la matière.

3. Bien souvent, celles et ceux qui commettent ou incitent à commettre des actes de torture ou des mauvais traitements, ou qui consentent expressément ou tacitement à leur commission – qu'il s'agisse des États, de leurs fonctionnaires et agents, d'organisations, de sociétés ou de particuliers –, ne sont pas tenus d'en répondre. D'où une culture de l'impunité qui nuit gravement à l'efficacité et à la crédibilité des engagements internationaux pris par les États en vue d'éradiquer la torture et les mauvais traitements. Cet état de fait rajoute encore à la douleur et à la souffrance infligées par les actes de torture et mauvais traitements en permettant que les traumatismes et les injustices endurés par chacune des victimes ou par des communautés au sens plus large se multiplient et perdurent.

4. À la lumière de ce constat peu encourageant, et conformément aux recommandations du Conseil des droits de l'homme appelant le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants² à adopter, dans le cadre de l'exercice de son mandat, une approche axée sur les victimes, le présent rapport passe en revue un certain nombre de questions relatives à la responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements. Pour étayer ses travaux destinés à l'établissement dudit rapport, le Rapporteur spécial a mené de larges consultations auprès d'experts, d'autorités étatiques et d'autres parties prenantes, en s'appuyant notamment sur la diffusion d'un questionnaire. Aux fins du présent rapport, la notion de responsabilité doit être entendue au sens large :

a) comme se référant aux processus, mécanismes et autres circonstances dans lesquels les parties prenantes sont appelées à rendre compte de leurs actes ou omissions en rapport avec des faits de torture ou de mauvais traitements, à faire face

¹ A/73/207, par. 58.

² Résolution 43/20 du Conseil des droits de l'homme.

aux conséquences de leurs agissements et à réparer les torts ainsi causés, processus par lesquels les victimes peuvent obtenir une réparation appropriée, par voie notamment d'indemnisation et de réadaptation ;

b) comme étant non seulement de nature réactive mais aussi proactive, et non pas uniquement corrective mais également réparatrice ;

c) comme étant susceptible de prendre de nombreuses formes – juridiques, politiques et publiques –, y compris la reconnaissance de l'existence d'actes de torture ou de mauvais traitements, la répartition des responsabilités ainsi que la prise en compte et la réparation de la souffrance et des dommages subis par les victimes ;

d) comme recouvrant non seulement la responsabilité des individus, mais également celle des États, des institutions, des organisations et autres collectivités ou personnes morales susceptibles de commettre ou de permettre la commission d'actes de torture ou de mauvais traitements.

5. Le présent rapport donne une vue d'ensemble des principaux problèmes juridiques et pratiques qui ont conduit aux lacunes généralisées que l'on observe aujourd'hui s'agissant de la responsabilité en matière d'actes de torture et de mauvais traitements, revient sur les différentes fonctions et formes que peut revêtir cette responsabilité et, après avoir ainsi clarifié, synthétisé et éclairé ce principe en lui donnant tout son sens, formule des recommandations quant aux mesures qui peuvent être prises pour en améliorer l'application au niveau mondial.

6. Les exemples fournis dans le rapport n'ont pas pour but de pointer du doigt certains États, mais cherchent à illustrer des points pour lesquels de nombreux autres exemples existent mais n'auraient pu être tous repris sans excéder la longueur maximale autorisée pour un tel document.

II. Importance du principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements

7. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a établi l'une de ses priorités thématiques de travail en ces termes :

L'État de droit et le principe de responsabilité concernant les violations des droits de l'homme sont essentiels pour prévenir les violations, les conflits et la violence, instaurer et maintenir la paix, et assurer un développement inclusif. Les effets néfastes du mépris pour le droit se font douloureusement ressentir partout dans le monde : dans les défaillances de la justice et l'impunité face aux crimes, dans les conflits alimentés par les attentes déçues de la population, et dans les régimes oppressifs et échappant à toute responsabilité. Nous avons besoin de systèmes de gouvernance dans lesquels l'ensemble des débiteurs d'obligations, des institutions et des entités publiques ou privées ont à répondre de l'observation de lois promulguées publiquement, appliquées de façon identique pour tous et de manière indépendante, et compatibles avec les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme³.

8. Le principe de responsabilité en matière de torture ou de mauvais traitements consiste à demander aux individus, aux autorités publiques ou à l'État lui-même en tant qu'entité, ainsi qu'aux sociétés, organisations et autres acteurs collectifs, de rendre compte de tout acte ou toute omission susceptible d'engager leur responsabilité au regard de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements. Il englobe l'obligation de réparer toute faute commise, par des mesures appropriées, y compris

³ www.ohchr.org/FR/AboutUs/ManagementPlan/Pages/law-accountability.aspx.

la réadaptation. Il relève du domaine relationnel et ses bénéficiaires ne se limitent pas aux victimes directes des actes en question ; il profite aussi à toutes celles et tous ceux qui, à titre individuel ou collectif, en ont été affectés, ainsi qu'au grand public. Les mécanismes de responsabilisation peuvent revêtir diverses formes et relever du domaine juridique, politique, économique ou social. En outre, si le principe de responsabilité est souvent associé à la responsabilité individuelle, il ne concerne pas seulement les questions de culpabilité individuelle, mais aussi les pratiques répréhensibles collectives ou institutionnelles, ainsi que les défaillances systémiques et structurelles⁴.

9. L'interdiction absolue de la torture et des mauvais traitements a été codifiée dans de nombreux instruments juridiques universels, régionaux et nationaux, mais reflète également un principe général du droit, à savoir les « considérations élémentaires d'humanité »⁵. Cette interdiction est solidement ancrée comme un principe fondamental du droit international coutumier et revêt, pour ce qui concerne la torture, une nature impérative (*jus cogens*). Il s'agit d'une norme de droit qui ne saurait souffrir aucune dérogation. Cette position juridique reflète la nécessité tant morale que juridique de protéger tous les êtres humains contre la torture et les mauvais traitements, sans exception ni discrimination d'aucune sorte, et ce quels que soient la juridiction, le territoire ou la nationalité dont relèvent les faits. Le respect de l'interdiction de la torture et autres mauvais traitements est donc une obligation non négociable et universelle, à laquelle tous les États doivent être tenus.

10. Toute enquête portant sur le non-respect de l'interdiction de la torture et autres mauvais traitements, de même que toute action visant à obtenir réparation de tels agissements, est inextricablement liée au caractère absolu et intangible de cette interdiction ainsi qu'à la nécessité de garantir le droit de chacun de ne pas être soumis à de tels actes. Outre qu'il constitue une violation des obligations juridiques concrètes énoncées dans le présent rapport, le fait de se soustraire au principe de responsabilité en pareil cas, ou d'y faire obstruction, contrevient aussi à l'esprit et à la finalité de l'ensemble de l'édifice normatif que met en place l'interdiction de la torture et des mauvais traitements.

11. Le principe de responsabilité en cas de torture et de mauvais traitements est par ailleurs étroitement lié à la quête de justice et à la primauté du droit⁶. Exiger des auteurs de tels actes qu'ils aient à en rendre compte représente un élément fondamental du processus visant à assurer la justice aux survivants, à faire valoir la ou les normes juridiques bafouées et, plus largement, à faire respecter l'État de droit. Dans le même temps, le défaut d'obligation de rendre des comptes va souvent de pair avec une injustice généralisée et favorise l'oppression, l'exploitation et l'arbitraire.

12. Malheureusement, malgré l'importance que revêt le principe de responsabilité pour ce qui est de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements proprement dits et pour ce qui touche aux valeurs fondamentales de l'ordre juridique international partout dans le monde, la grande majorité de celles et ceux qui ont perpétré des actes de torture ou des mauvais traitements, ont incité à les commettre, ou y ont consenti sciemment ou tacitement ne sont pas tenus de rendre compte de leurs agissements. Nombreuses sont les juridictions nationales qui ne garantissent toujours pas comme

⁴ Danielle Hanna Rached, "The concept(s) of accountability: form in search of substance", *Leiden Journal of International Law*, vol. 29, n° 2 (juin 2016), pages 317-342.

⁵ Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*), fond, arrêt du 27 juin 1986, C.I.J. Recueil 1986, p. 14, avec référence à l'affaire du détroit de Corfou (*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord c. Albanie*), arrêt du 9 avril 1949, C.I.J. Recueil 1949, p. 4.

⁶ Mark Bovens, "Analysing and assessing accountability : a conceptual framework", *European Law Journal*, vol. 13, n° 4 (7 juin 2007), p. 447.

il se doit ou n'appliquent pas dans les faits le principe de responsabilité dans les cas de torture et de mauvais traitements, certains allant jusqu'à créer des obstacles juridiques et pratiques à sa mise en œuvre⁷. En outre, le fait de retenir une approche trop étroite de la notion de réparation des actes de torture et de mauvais traitements risque d'occulter les diverses facettes du principe de responsabilité et, partant, de restreindre son potentiel réparateur, préventif et transformateur.

A. Responsabilité de l'État en matière de torture et de mauvais traitements

13. Les États sont universellement liés par l'interdiction de la torture et des mauvais traitements ; ils sont tenus de les prévenir et de mener une enquête, d'engager des poursuites et d'offrir une réparation aux victimes lorsque de tels actes relevant de leur compétence territoriale ou personnelle ont lieu. La torture et les mauvais traitements que des agents de l'État ou des individus agissant à titre officiel ont perpétrés ou commandités, ou auxquels ils ont consenti ou acquiescé, ou encore le fait de ne pas agir avec la diligence voulue pour prévenir de tels actes ou offrir des voies de recours et une réparation, constituent de manière irréfutable une violation du droit international. Au niveau international précisément, la mise en œuvre du principe de responsabilité pour ce type d'actes est facilitée par l'existence d'un cadre institutionnel international et régional solide, mais subsidiaire⁸. Mais c'est avant tout au plan national que la responsabilité doit être assurée, notamment par des mesures visant à garantir l'octroi d'une réparation et à veiller à ce que de tels agissements ne se reproduisent pas.

14. Au niveau international, les organes judiciaires et quasi-judiciaires conventionnels chargés de l'application d'instruments spécifiques relatifs aux droits de l'homme, ainsi que les cours et tribunaux pénaux internationaux qui ont à connaître d'un large éventail de faits délictueux, dont la torture et les mauvais traitements, jouent un rôle important en veillant à ce que le principe de responsabilité soit ici appliqué. Plusieurs mécanismes internationaux permettent de demander aux États de rendre spécifiquement des comptes en ce qui concerne leur respect de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements, notamment le Comité contre la torture, le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et le Rapporteur spécial sur la question de la torture. Ils sont complétés par des mécanismes de suivi et de mise en œuvre établis par des instruments régionaux. Toutes les procédures instituées par ces organes – qu'il s'agisse d'exercer une surveillance, d'établir des rapports ou de gérer des dossiers litigieux – visent à maintenir un système de responsabilisation permanente en matière de torture et de mauvais traitements. Celui-ci peut se traduire sous différentes formes, qui sont complémentaires par nature. Ainsi, dans le cadre de la procédure d'établissement de rapports, le Comité contre la torture examine les rapports périodiques soumis par les États, fait état de préoccupations spécifiques et formule des recommandations dans ses observations finales. Le Comité examine également les requêtes émanant de particuliers, mène des enquêtes confidentielles sur la base d'informations fiables portant sur des violations caractérisées, graves ou systématiques commises par un État partie, et publie des observations générales indiquant comment interpréter les dispositions de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants effectue des visites de contrôle dans les États parties au Protocole

⁷ A/73/207, par. 24.

⁸ Ibid., paragraphes 5 à 18.

facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, afin d'éviter que ne se produisent des actes de torture ou des mauvais traitements dans les lieux de détention et d'y mettre fin. Il apporte également son appui et ses conseils lorsqu'il s'avère nécessaire de mettre en place, au niveau national, un système de visites périodiques reposant sur des mécanismes nationaux de prévention, afin de vérifier le traitement et les conditions de vie pratiqués dans les lieux de privation de liberté. Contrairement aux organes conventionnels, le Rapporteur spécial sur la question de la torture, mandaté par la résolution 43/20 du Conseil des droits de l'homme, peut engager un dialogue direct avec tous les États, indépendamment de leurs obligations conventionnelles. Il peut ainsi adresser aux gouvernements concernés des appels urgents et présenter d'autres communications au nom d'individus et de groupes exposés à des actes de torture ou des mauvais traitements ou menacés de l'être, effectuer des visites officielles dans un pays afin d'évaluer les pratiques de l'État en question, de recenser les problèmes et de formuler des recommandations dans des rapports officiels et soumettre au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des rapports thématiques sur des questions clés qui relèvent de son mandat, y compris des recommandations visant à améliorer le respect par les États de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements dans le domaine thématique considéré⁹.

15. Au niveau national, la responsabilité permanente en matière de torture et de mauvais traitements est favorisée par l'existence de mécanismes de surveillance indépendants dont le fonctionnement obéit à des normes internationalement reconnues – c'est notamment le cas des mécanismes nationaux de prévention visant spécifiquement à prévenir la torture et les mauvais traitements¹⁰ et des institutions nationales des droits de l'homme qui s'intéressent à un éventail plus large de violations des droits de l'homme¹¹. En outre, selon le contexte, la responsabilité au plan national peut être assurée par divers mécanismes de contrôle et de recours, tels que les médiateurs parlementaires ou encore des unités ou fonctionnaires spécialisés au sein des différents ministères et services concernés, qui peuvent proposer des procédures pour le dépôt de plaintes, enquêter sur des allégations de comportements répréhensibles, prendre des sanctions disciplinaires et renvoyer les affaires pertinentes aux autorités judiciaires compétentes à des fins de poursuites et de sanctions.

16. À cet égard, il convient de souligner plus spécialement la contribution qu'apportent au respect du principe de responsabilité les organes autres que les institutions étatiques et de mettre en particulier l'accent sur l'importance d'un environnement sécurisant qui soutienne les organisations de la société civile, les défenseurs des droits de l'homme et une presse libre et indépendante. De même, l'application des normes les plus strictes de transparence dans les dossiers et décisions du ressort des autorités est indispensable pour la recherche des responsabilités en cas de torture et de mauvais traitements. On ne saurait trop insister sur l'incalculable travail des acteurs de la société civile qui signalent, documentent à l'appui, les cas de torture et de mauvais traitements, accusations auxquelles les autorités répondent souvent par des dénégations systématiques, une obstruction délibérée, voire des menaces et des violences.

⁹ Sur l'efficacité de la coopération des États avec le Rapporteur spécial, voir [A/HRC/46/26](#) et [A/HRC/46/26/Corr.1](#).

¹⁰ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Preventing Torture: The Role of National Preventive Mechanisms – A Practical Guide*, série sur la formation professionnelle n° 21 (New York et Genève, 2018).

¹¹ Forum des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la région de l'Asie et du Pacifique, Association pour la prévention de la torture et HCDH, *Prévenir la torture : Guide pratique à l'intention des institutions nationales des droits de l'homme* (2010).

17. La Convention contre la torture demande aux États de mettre en place, au niveau national, un système efficace de responsabilité permanente, au moyen notamment d'une législation, de politiques et de pratiques en matière d'interdiction, de prévention, d'investigation et de réparation des actes de torture et de mauvais traitements. Les États sont ainsi invités à promulguer une législation nationale conférant spécifiquement le caractère d'infraction pénale à la torture, telle qu'elle est définie à l'article premier de la Convention, infraction qui doit faire l'objet d'une sanction proportionnelle à la gravité des faits perpétrés. Le Comité contre la torture a souligné, dans son observation générale n° 2 (2008), que la torture devait être érigée en infraction spécifique, car cela permettrait de « servi[r] directement l'objectif général de la Convention »¹². En outre, l'article 11 de la Convention exige des autorités de l'État qu'elles exercent une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire des suspects et sur les dispositions concernant la garde et le traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées de quelque façon que ce soit sur tout territoire sous sa juridiction, en vue d'éviter tout cas de torture et de mauvais traitements. L'exercice de cette surveillance par les autorités devrait se faire dans le respect des normes figurant dans les instruments internationaux pertinents, y compris le droit non contraignant et les orientations des experts¹³, et suivre les conseils fournis par les instances indépendantes spécialisées et les organisations et experts de la société civile aux niveaux national et international.

18. L'un des aspects essentiels du principe de responsabilité au plan national est l'obligation incombant aux États de procéder immédiatement à une enquête impartiale sur les actes de torture ou de mauvais traitements soupçonnés ou présumés avoir eu lieu dans leur juridiction, d'assurer aux victimes présumées le droit de porter plainte devant des autorités compétentes dudit État qui procéderont immédiatement et impartialement à l'examen de sa cause, et de garantir aux victimes le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisées équitablement et de manière adéquate, y compris les moyens nécessaires à leur réadaptation la plus complète possible¹⁴.

19. Le devoir d'enquête occupe une place déterminante dans la jurisprudence des organes de défense des droits de l'homme relative à l'interdiction de la torture et des mauvais traitements. La jurisprudence en matière de droits de l'homme a ainsi clairement établi que les États étaient tenus, en cas de soupçon ou d'allégation crédible de violation de l'interdiction, de procéder à une enquête rapide, approfondie et efficace visant à établir la réalité de la violation, à identifier et, le cas échéant, à sanctionner les responsables, et à offrir une réparation aux victimes¹⁵. Le devoir d'enquête est étroitement lié à la garantie d'un recours et à l'octroi de réparations aux victimes de torture et de mauvais traitements. Le Comité des droits de l'homme a lié le devoir d'enquête au droit à un recours efficace, déclarant à ce sujet que : « [l]e droit de porter plainte contre des actes prohibés par l'article 7 doit être reconnu dans le droit interne. Les plaintes doivent faire l'objet d'enquêtes rapides et impartiales des autorités compétentes pour rendre les recours efficaces »¹⁶.

¹² CAT/C/GC/2, par. 11.

¹³ Par exemple, l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et les Principes relatifs à l'efficacité des entretiens dans le cadre des enquêtes et de la collecte d'informations (Principes de Méndez).

¹⁴ Convention contre la torture, articles 12 à 14.

¹⁵ Voir, entre autres, Cour interaméricaine des droits de l'homme, *Velásquez-Rodríguez c. Honduras*, arrêt du 29 juillet 1988 ; Observation générale n° 20 (1992) du Comité des droits de l'homme, par. 14 ; Cour européenne des droits de l'homme, *Assenov et autres c. Bulgarie* (requête n° 24760/94), arrêt du 28 octobre 1998 et Comité des droits de l'homme, *Teófila Casafranca de Gómez c. Pérou*, Communication n° 981/2001 (CCPR/C/78/D/981/2001), 22 juillet 2003.

¹⁶ Observation générale n° 20 (1992) du Comité des droits de l'homme, par. 14.

20. La jurisprudence en matière de droits de l'homme définit le devoir d'enquête qui pèse sur les États en des termes très rigoureux, ce qui témoigne de l'importance que revêt le principe de responsabilité dans la réalisation du droit de ne pas être torturé ou maltraité. Comme l'a indiqué la Cour européenne des droits de l'homme,

Les normes minimales applicables [à l'enquête requise] exigent aussi que l'enquête soit indépendante et impartiale et soumise au contrôle de l'opinion publique, et que les autorités compétentes fassent preuve d'une diligence et d'une promptitude exemplaires... En outre, pour qu'une enquête soit considérée comme effective, les autorités doivent avoir pris les mesures raisonnables dont elles disposaient pour obtenir les preuves relatives aux faits en question, y compris, entre autres, la déclaration détaillée de la victime présumée au sujet de ces allégations, les dépositions des témoins oculaires, les expertises et, le cas échéant, les certificats médicaux complémentaires¹⁷.

21. En outre, conformément au principe de rigueur,

Les autorités doivent toujours déployer des efforts sérieux pour découvrir ce qui s'est passé et éviter de se fier à des conclusions hâtives ou infondées pour clore leurs investigations ou pour motiver leurs décisions... Elles doivent prendre toutes les mesures raisonnables dont elles disposent pour assurer l'obtention des preuves relatives aux faits en question, y compris, entre autres, les dépositions des témoins oculaires, des expertises... Toute déficience de l'enquête affaiblissant sa capacité à établir la cause des blessures ou l'identité des responsables risque de faire conclure qu'elle ne répond pas à cette norme¹⁸.

Pour qu'une enquête soit indépendante et impartiale, elle doit n'être en rien liée aux intérêts des personnes impliquées dans la violation alléguée ou suspectée et de leurs supérieurs hiérarchiques, pouvoir faire l'objet d'un contrôle public et garantir la participation effective des victimes ou de leurs proches, y compris moyennant une représentation en justice gratuite¹⁹.

22. Une enquête visant à déterminer la réalité d'actes de torture ou de mauvais traitements doit obéir aux Principes relatifs aux moyens d'enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour établir la réalité des faits²⁰ et du Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul)²¹. Ces instruments sont abondamment cités dans la jurisprudence relative au devoir d'enquête et prévoient un processus rigoureux pour la collecte de preuves visant à établir l'existence d'actes de torture.

23. Il est essentiel que les États et leurs institutions puissent être tenus responsables d'actes de torture ou de mauvais traitements ; le fait de se concentrer sur la seule

¹⁷ Cour européenne des droits de l'homme, *M et autres c. Italie et Bulgarie* (requête n° 40020/03), arrêt du 31 juillet 2012, par. 100 ; voir également Cour européenne des droits de l'homme, *Çelik et Imret c. Turquie* (requête n° 44093/98), arrêt du 26 octobre 2004, par. 55 ; et Cour européenne des droits de l'homme, *Bati et autres c. Turquie* (requête n°s 33097/96 et 57834/00), arrêt du 3 juin 2004, par. 134.

¹⁸ Cour européenne des droits de l'homme, *Sadkov c. Ukraine* (requête n° 21987/05), arrêt du 6 juillet 2017, par. 92 ; voir également Erik Svanidze, *Enquêtes effectives sur les mauvais traitements : Lignes directrices fondées sur les normes européennes*, 1^e et 2^e éditions (Conseil de l'Europe, 2009 et 2014).

¹⁹ Cour européenne des droits de l'homme, *Savitskyy c. Ukraine* (requête n° 38773/05), arrêt du 26 juillet 2012.

²⁰ Recommandés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 55/89 du 4 décembre 2000.

²¹ Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul).

responsabilité individuelle pourrait en effet permettre aux autorités de l'État d'échapper à un examen approfondi des cultures, attitudes et/ou pratiques institutionnelles, ainsi que des politiques et lois qui peuvent avoir permis, voire encouragé ou prescrit la commission de tels agissements. Les parties prenantes concernées considèrent qu'il est indispensable d'inscrire le principe de responsabilité dans une perspective plus large lorsqu'il est question de répression d'infractions à la législation relative aux stupéfiants, de techniques d'interrogatoire, de maintien de l'ordre lors de manifestations et de lien entre torture et corruption. Malheureusement, la responsabilité effective des institutions et, plus largement, des autorités de l'État, est souvent minimisée ou ne peut être engagée en raison de dénégations systématiques, de pratiques d'obstruction ou encore de manœuvres visant à détourner l'attention des défaillances institutionnelles ou généralisées pour se concentrer sur les mauvais comportements individuels d'« éléments indésirables »²². De telles tendances sont largement répandues, alors qu'il faudrait absolument pouvoir demander des comptes aux services de l'État, de manière à recenser et régler les problèmes généraux et structurels qui se posent à cet égard et veiller ainsi à ce qu'ils ne se reproduisent pas.

B. Responsabilité individuelle en matière de torture et de mauvais traitements

24. Celles et ceux qui commettent des actes de torture ou de mauvais traitements, ou qui y sont associés d'une quelconque autre manière (pour y avoir consenti de manière tacite ou expresse ou en avoir été les instigateurs), participent à l'une des violations les plus graves des droits de l'homme. Le fait de pouvoir les en tenir responsables constitue un aspect essentiel des obligations incombant aux États au titre de l'interdiction absolue et intangible de la torture et des mauvais traitements. La responsabilité individuelle en matière de torture et de mauvais traitements exige que celles et ceux qui sont impliqués dans le non-respect de cette interdiction, que ce soit par action ou par omission, prennent ou se voient assumer la responsabilité de leur comportement répréhensible, en supportent les conséquences qui s'imposent et réparent ou contribuent à réparer le préjudice causé aux victimes, à leurs proches et à la communauté au sens large. Si le fait de veiller à ce que les individus responsables d'avoir perpétré ou contribué à perpétrer des actes de torture et de mauvais traitements aient à en rendre compte, soient punis et soient contraints d'accorder réparation aux victimes fait partie intégrante du principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements, la responsabilité individuelle demeure toujours complémentaire à la responsabilité de l'État ; elle ne la remplace pas ni ne l'exonère.

25. La responsabilité individuelle en matière de torture et de mauvais traitements est principalement mise en œuvre par l'établissement de la responsabilité pénale ou civile de l'intéressé, grâce notamment à une enquête et à des poursuites pénales, ou par voie de procédure judiciaire. Des enquêtes rapides, indépendantes, impartiales et efficaces, conformément à ce que prévoit le Protocole d'Istanbul, ainsi que l'existence de mécanismes de responsabilité juridique, permettent non seulement d'assurer une réparation appropriée, mais peuvent aussi avoir un effet dissuasif sur la survenue ou la répétition de tels actes. La jurisprudence pertinente a clairement établi que le devoir des États d'enquêter sur des allégations crédibles ou des incidents présumés de torture ou de mauvais traitements les oblige à tout mettre en œuvre pour identifier et, le cas échéant, punir chacun des responsables²³, ainsi que pour accorder des réparations à la

²² A/75/179.

²³ Assenov et autres, par. 77.

victime, ce qui devrait englober « une indemnisation des dommages - matériels aussi bien que moraux - découlant de la violation »²⁴.

26. Dans la pratique cependant, les auteurs d'actes de torture ou de mauvais traitements ne sont, pour la grande majorité d'entre eux, jamais amenés à en rendre compte et, lorsqu'ils le sont, se voient rarement infliger une sanction proportionnelle à la gravité de leurs agissements. Le fait que l'on soit bien souvent dans l'incapacité d'engager la responsabilité de ceux qui les ont commis, qu'il s'agisse d'agents de l'État ou d'acteurs non étatiques, peut donner le sentiment que la torture est bien tolérée, voire souhaitée, et non strictement interdite. Le climat d'impunité qui en résulte, au sens le plus large, permet la poursuite, voire la prolifération, d'actes de torture et de mauvais traitements. Cette impunité est souvent due aux obstacles formels qui se dressent lorsque l'on veut engager la responsabilité d'un individu et qui sont inscrits dans les textes de loi nationaux. L'absence de dispositions légales érigeant spécifiquement la torture et les mauvais traitements en infraction pénale, la recevabilité en tant qu'éléments de preuve d'aveux extorqués sous la contrainte et l'application de prescriptions, amnisties générales ou immunités et d'autres, sont autant d'obstacles juridictionnels empêchant la poursuite des auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements. Ces obstacles, qui tendent à protéger les puissants et abandonnent à leur sort les faibles et les sans-grade, sont foncièrement incompatibles avec le devoir qu'ont les États de garantir la mise en œuvre du principe de responsabilité des auteurs d'actes de torture ou de mauvais traitements, de veiller à ce que les victimes obtiennent réparation et de prévenir efficacement la commission de tels agissements.

27. Le Rapporteur spécial attire plus particulièrement l'attention sur le fait que les législations nationales doivent non seulement incriminer les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements, mais aussi celles et ceux qui se rendent complices de tels actes ou y participent, que ce soit en en donnant l'ordre en s'appuyant sur une supériorité hiérarchique, en incitant à la commission de tels actes ou en y consentant de manière tacite ou expresse. En outre, la responsabilité pénale peut également découler d'une omission délibérée ou d'une négligence, notamment et surtout lorsqu'elle est le fait de chefs militaires ou de supérieurs hiérarchiques, ainsi qu'il ressort de l'article 28 a) du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et comme le reconnaît le droit pénal international coutumier. En conséquence :

le supérieur hiérarchique est pénalement responsable des crimes relevant de la compétence de la Cour commis par des subordonnés placés sous son autorité et son contrôle effectifs, lorsqu'il ou elle n'a pas exercé le contrôle qui convenait sur ces subordonnés dans les cas où :

- i) le supérieur hiérarchique savait que ces subordonnés commettaient ou allaient commettre ces crimes ou a délibérément négligé de tenir compte d'informations qui l'indiquaient clairement ;
- ii) ces crimes étaient liés à des activités relevant de sa responsabilité et de son contrôle effectifs ; et
- iii) le supérieur hiérarchique n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites²⁵.

²⁴ Cour européenne des droits de l'homme, *Aleksakhin c. Ukraine* (requête n° 31939/06), arrêt du 19 juillet 2012, par. 60.

²⁵ Statut de Rome de la Cour pénale internationale, art. 28 b).

Ainsi, les supérieurs hiérarchiques civils et militaires, y compris les dirigeants politiques, qui n'empêchent pas les actes de torture ou les mauvais traitements s'apparentant à des crimes de guerre ou à des crimes contre l'humanité, n'y mettent pas fin ou n'engagent pas de poursuites contre leurs subordonnés pour de tels agissements peuvent voir leur responsabilité pénale individuelle engagée par omission.

28. À cet égard, le Rapporteur spécial souligne le devoir qu'ont les juges et les tribunaux de faire respecter la loi en examinant les cas de torture et de mauvais traitements et, si les allégations sont confirmées, en poursuivant et punissant leurs auteurs, quel que soit leur statut ou leur niveau de pouvoir. Les tribunaux ont également un rôle essentiel à jouer, qui est de superviser la mise en œuvre des principaux aspects de la responsabilité, et notamment de garantir l'indépendance et l'impartialité des enquêtes pénales et d'appliquer la règle d'exclusion de la preuve. Ainsi, au Népal, où la police était réticente à enquêter sur les cas de torture ou de mauvais traitements, la Cour suprême a ordonné au Gouvernement de créer un organe distinct, composé d'experts indépendants de la police, pour instruire les dossiers qui impliqueraient des fonctionnaires de police²⁶. L'application de textes de loi réprimant la torture et l'obligation faite aux agents de l'État et aux individus impliqués dans ce type d'agissements de rendre compte de leurs actes constituent les mesures les plus efficaces de prévention et de dissuasion.

C. Une responsabilité qui va au-delà de la sphère juridique

29. La responsabilité, entendue comme impliquant l'obligation d'expliquer et de justifier un comportement, ainsi que de réparer et d'indemniser les victimes, va au-delà de la sphère juridique et peut être invoquée et engagée devant des instances non judiciaires²⁷. Outre le processus juridique et le système judiciaire, divers autres mécanismes et cadres de responsabilisation peuvent contribuer efficacement à défendre les mérites d'un principe de responsabilité permanente, ainsi que les valeurs de transparence, de bonne gouvernance et de primauté du droit. Dans le domaine politique, de solides mécanismes permettant au corps législatif et à l'électorat de demander des comptes, respectivement, aux membres de l'exécutif et aux représentants élus, constituent des outils de responsabilisation d'une importance vitale, au même titre qu'une presse libre et une société civile qui prospèrent.

30. Certains États ont mis en place, pour les domaines qui touchent à la sécurité, divers mécanismes non judiciaires de recours et d'enquêtes. Au Portugal par exemple l'Inspection générale des affaires intérieures, organe indépendant chargé d'exercer un contrôle externe des activités de police et opérant sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, mène des missions d'inspection et d'enquête qui ont pour but de s'assurer que les droits fondamentaux des citoyens sont respectés et que la police agit conformément aux dispositions du droit²⁸. Au Mexique, le Bureau du Procureur spécial a mis sur pied une unité spécialisée dans les enquêtes sur les faits de torture. Même s'ils manquent parfois de moyens financiers et humains pour s'acquitter efficacement de leur mandat, ces mécanismes ouvrent la voie à une culture axée sur le principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements.

²⁶ Binod Ghimire, "Nepal has not seen a single conviction for torture and custodial deaths in the past three years", *The Kathmandu Post*, 7 juin 2021, article consultable à l'adresse suivante <https://kathmandupost.com/national/2021/06/27/nepal-has-not-seen-a-single-conviction-for-torture-and-custodial-deaths-in-the-past-three-years>.

²⁷ Mark Bovens, "Two concepts of accountability: accountability as a virtue and as a mechanism" *West European Politics*, vol. 3, n° 5 (2010), p. 946.

²⁸ www.igai.pt/en/Pages/default.aspx.

31. Cela étant, il s'avère bien souvent que, face à des allégations généralisées et systématiques de torture et de mauvais traitements, l'absence de volonté politique rend improbable toute perspective d'enquête nationale. C'est en pareilles circonstances que les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les organisations de la société civile et les acteurs des médias peuvent jouer un rôle essentiel en recueillant des informations, en menant des enquêtes et en cherchant à établir les responsabilités qui entourent la commission de ces actes. L'enquête nationale menée par la Commission nationale des droits de l'homme au Mexique dans « l'affaire Iguala » - dans laquelle six personnes ont perdu la vie, 42 ont été blessées et 43 étudiants ont disparu -, a fait ainsi clairement ressortir l'existence de liens entre les autorités et la criminalité organisée, et a notamment mis au jour des pratiques de collusion entre les autorités fédérales, locales et municipales tendant à favoriser ces liens, à les tolérer ou à s'abstenir de les démanteler²⁹. Elle a permis aux familles des victimes de connaître la vérité, malgré le manque de transparence de l'enquête menée par les autorités étatiques. De même, à l'initiative d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales internationales et bélarussiennes, une Plateforme internationale de responsabilisation pour le Bélarus a été créée afin de recueillir et conserver les preuves de torture en vue de leur utilisation future, et de soutenir les revendications en matière de droits de l'homme et de compétence universelle. Le Conseil des droits de l'homme a ensuite décidé d'instituer un mécanisme d'enquête des Nations Unies, qui devrait être opérationnel en 2022.

32. Le Rapporteur spécial renvoie également aux conclusions de son prédécesseur quant à l'utilité et à l'importance des commissions d'enquête, qui représentent de précieux mécanismes lorsqu'il s'agit de procéder à des investigations sur l'usage généralisé de la torture et des mauvais traitements. Ces commissions peuvent servir à faire jouer le principe de responsabilisation pour des actes graves, en mettant l'accent sur les notions de vérité, de reconnaissance et de réparation, au-delà de l'établissement de la responsabilité juridique individuelle (ou institutionnelle). Il peut s'agir soit de véritables commissions d'enquête ou de vérité, nationales ou internationales, ou d'investigations engagées par des institutions nationales de défense des droits de l'homme, motivées par la volonté de faire émerger les responsabilités et de faire valoir les droits des victimes. Elles constituent un outil particulièrement puissant pour enquêter sur les habitudes et formes systématiques ou généralisées de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, souvent observées dans des États sortant d'un conflit ou dans des régimes répressifs. Selon le précédent Rapporteur spécial, Juan E. Méndez :

Contrairement aux autres mécanismes, qui interviennent généralement après des allégations de torture et d'autres formes de maltraitance, tels que les enquêtes et les poursuites pénales, les commissions d'enquête fournissent des opportunités uniques de compréhension plus profonde du contexte qui sous-tend les violations commises, de l'examen des politiques et pratiques gouvernementales et des carences institutionnelles. Elles fournissent également la possibilité de dire la vérité et de contribuer à la guérison des communautés de victimes et offrent aux experts indépendants l'occasion de formuler des recommandations sur la réparation et les garanties de non-récidive³⁰.

33. Les commissions d'enquête peuvent dévoiler des informations autres que celles divulguées dans le cadre d'investigations et de poursuites pénales formelles ou de procédures civiles. Elles ont en particulier tendance à aller « également plus en profondeur et plus amplement dans les faits et les circonstances pertinents qui ont conduit aux violations que ne le ferait une autorité d'enquête judiciaire », ce qui

²⁹ https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/documentos/2019-03/Com_2019_089.pdf.

³⁰ A/HRC/19/61, par. 78.

permet « d'avoir une vue plus complète de la méthode et des motifs de torture sans se limiter à l'analyse de simples conséquences humaine, juridique et politique d'une politique gouvernementale en matière de torture, mais également en révélant des modes de violation plus vastes, l'implication et la responsabilité institutionnelle, la responsabilité de commandement ». En outre, ces commissions peuvent utiliser des informations qui ne seraient pas recevables devant un tribunal, car leurs exigences en matière de preuve ne sont pas aussi strictes ou rigides³¹.

34. Au-delà de l'aspect purement juridique, l'un des volets importants du principe de responsabilité est la quête de la reconnaissance et de la vérité, y compris la vérité historique, ainsi que l'obtention d'une réparation – un élément qui risque parfois d'être ignoré si l'on ne s'intéresse qu'au processus juridique, qu'il soit pénal, civil ou administratif. Compte tenu de l'omniprésence de la torture et des mauvais traitements dans l'histoire, et dans le monde entier, l'établissement des responsabilités en la matière exige, pour être efficace, de dresser un bilan historique des pratiques en la matière, de rechercher la vérité et d'offrir une réparation, en ce compris des garanties effectives de non-récidive. L'un des mécanismes qui permet d'agir en ce sens réside dans les commissions d'enquête, dont le mode de fonctionnement est conforme au protocole d'Istanbul et aux recommandations formulées précédemment pour le présent mandat³².

35. L'un des éléments qui contribue notablement à la mise en œuvre du principe de responsabilité dans les faits de torture et de mauvais traitements est la reconnaissance de la réalité de ces actes. On notera, à titre d'exemple, les excuses présentées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux vétérans du mouvement Mau, torturés dans des camps de détention par le Gouvernement britannique dans les années 1950. Le Royaume-Uni a reconnu ces faits en ces termes : « Des Kényans ont été victimes d'actes de torture et d'autres formes de maltraitance infligés par l'administration coloniale. Le Gouvernement britannique regrette sincèrement que de tels actes aient eu lieu et qu'ils aient entaché les progrès accomplis par le Kenya pour obtenir son indépendance. La torture et les actes de maltraitance constituent des atteintes odieuses à la dignité humaine, que le Gouvernement condamne sans réserve ». Une telle reconnaissance peut constituer un premier pas important vers la responsabilisation, la vérité et la réconciliation, y compris la réparation et la réadaptation des victimes et de leurs proches³³.

36. Le Rapporteur spécial préconise l'adoption d'une approche systématique et globale de la responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements, tant au niveau national qu'international, approche qui passe par la reconnaissance de ces actes et l'engagement de créer des mécanismes efficaces de réparation et de réadaptation.

III. Principe de responsabilité et prévention

37. Le principe de responsabilité ne relève pas seulement d'une obligation *a posteriori*. S'agissant d'actes de torture ou de mauvais traitements, il doit plutôt s'envisager comme un processus s'inscrivant dans la continuité, qui ne se limite pas aux conséquences des violations de l'interdiction de tels agissements. Le caractère proactif et permanent du principe de responsabilité découle de l'obligation qu'ont les États de prévenir la torture et les mauvais traitements, obligation qui a été clairement

³¹ Ibid., paragraphes 52 et 53.

³² Ibid., paragraphes 47 à 77 et 78 et 79.

³³ William Hague, déclaration au Parlement sur le règlement des revendications des Mau, 6 juin 2013, consultable à l'adresse suivante www.gov.uk/government/news/statement-to-parliament-on-settlement-of-mau-mau-claims.

définie tant dans les instruments conventionnels³⁴ que dans l'abondante jurisprudence relative aux droits de l'homme³⁵. D'où la nécessité de se doter de mécanismes et procédures permettant d'établir la réalité des faits de torture ou de mauvais traitements, d'identifier les facteurs de risque propices à de tels agissements et d'évaluer ce qui est fait *hic et nunc* pour prévenir ces pratiques et/ou y mettre fin.

38. L'établissement de mécanismes efficaces de responsabilité est propice à l'instauration d'une culture de la transparence dans les institutions étatiques et favorise les pratiques respectueuses des droits de l'homme. Les mécanismes nationaux de prévention institués conformément au Protocole facultatif à la Convention contre la torture en vue de faciliter le contrôle indépendant des lieux de privation de liberté et l'engagement de leur responsabilité au détour de visites inopinées constituent un exemple de responsabilisation préventive. Les instances qui en sont chargées s'efforcent d'analyser en permanence le système de privation de liberté et tous ses aspects structurels, en tenant compte des facteurs de risque aux niveaux institutionnel, juridique et politique et en adressant des recommandations et conseils aux autorités étatiques destinées à améliorer le traitement et les conditions de vie des personnes privées de liberté, et à faire en sorte que les principes des droits de l'homme et de l'état de droit soient respectés au sein de la société.

39. Parmi les autres mécanismes juridiques de responsabilité et de prévention qui prévoient notamment des garanties fondamentales qu'il convient de respecter et d'appliquer systématiquement figure le droit des détenus de s'entretenir avec un avocat et de consulter un médecin³⁶. Le fait de pouvoir contacter un avocat dès le début de la détention et tout au long de la procédure judiciaire représente une garantie importante contre la torture et les mauvais traitements. Les avocats s'assurent que la loi est appliquée, détectent et signalent les pratiques répréhensibles, informent les détenus du droit qu'ils ont de porter plainte sans encourir de représailles et leur fournissent un soutien juridique pour les aider à obtenir des mesures de réparation et de réadaptation. En outre, les juges et les avocats peuvent être les garants du respect des principes du procès équitable, et veiller ainsi à ce que soient écartées toutes preuves obtenues sous la torture ou par la contrainte.

40. Les efforts déployés pour éviter que des actes de torture et de mauvais traitements ne se reproduisent constituent non seulement un élément à part entière du devoir d'enquête, mais sont également associés aux « garanties de non-répétition », qui font partie des réparations décrites dans les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire³⁷. Comme a déjà eu l'occasion de le souligner la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences, la nécessité de garantir la non-répétition de la violation en question doit déclencher « un débat sur les causes structurelles sous-jacentes de la violence », y compris ses « manifestations sexistes », ainsi que « sur les réformes institutionnelles et législatives générales qui pourraient être nécessaires pour garantir la non-répétition »³⁸. En conséquence, pour pouvoir pleinement mettre en œuvre le principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements et faire en sorte que sa double fonction de réparation et de prévention soit remplie, il importe de

³⁴ Voir notamment la Convention contre la torture, articles 2, 11 et 16, ainsi que le document CAT/C/GC/2.

³⁵ A/74/148, paragraphes 22 et 23.

³⁶ A/73/207, par. 26.

³⁷ Résolution 60/147 de l'Assemblée générale, annexe, paragraphes 18 et 23.

³⁸ A/HRC/14/22, par. 62.

déterminer dans quelles circonstances plus générales se situent ces agissements et/ou d'autres formes de violations plus systématiques ou généralisées, et y remédier.

41. La dimension réparatrice de la responsabilité ne doit pas, en effet, se limiter aux conséquences de l'infraction en cause. Une reconnaissance adéquate de la gravité des actes de torture et de mauvais traitements et des circonstances plus générales dans lesquelles ils ont eu lieu suppose que les réparations soient source de changement. Elles doivent non seulement viser à pallier ou corriger toutes les violations en cause, mais également à modifier les conditions qui ont fait qu'elles se sont produites et multipliées. Cet aspect des réparations, axé sur les changements qu'elles doivent entraîner, vise les circonstances plus générales qui favorisent de telles violations et, partant, revêt un réel potentiel préventif.

42. Il est ainsi bien établi que la torture et les mauvais traitements se propagent et prolifèrent dans des situations où prévalent une discrimination généralisée, des inégalités matérielles et d'autres sources de stigmatisation, de marginalisation, d'exclusion et de vulnérabilité³⁹. La responsabilité, au sens le plus large du terme, implique d'identifier ces situations et de chercher à les modifier. Pour ce faire, il est possible : a) d'adopter une perspective plus large dans les enquêtes sur les faits présumés ou suspectés de torture ou de mauvais traitements afin de pouvoir démontrer l'existence d'une tendance ou d'un problème généralisé en la matière et déterminer les facteurs plus généraux qui contribuent à ces agissements ou les renforcent, et b) d'examiner ces facteurs généraux et structurels par le biais de mécanismes visant à prévenir la torture aux niveaux national et international. Pour que ces situations évoluent, il faut rejeter les discours politiques, les politiques et les pratiques de nature violente ou discriminatoire et prendre des mesures visant à remédier aux conditions juridiques, structurelles et socio-économiques susceptibles d'accroître l'exposition à la violence et à la maltraitance par des agents de l'État et des acteurs non étatiques⁴⁰. Pour être réellement source de changement, une approche du principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements doit intégrer des mesures socio-économiques et des mesures de redistribution susceptibles d'atténuer de manière significative les inégalités structurelles qui maintiennent certaines personnes dans un état de vulnérabilité.

43. Une orientation qui favorise le changement suppose impérativement que les mécanismes de responsabilité aillent au-delà des lois et des procédures servant à déterminer les responsabilités de chacun pour les faits répréhensibles qui sont reprochés et englobent des processus d'enquête, de réparation et de réforme plus larges, mieux à même de s'attaquer à l'« écologie » de la torture⁴¹. Comme l'a souligné la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, « Quoique les procédures pénales et civiles s'efforcent de déterminer les responsabilités individuelles à l'égard des préjudices moraux et matériels et d'accorder des réparations aux victimes, elles n'offrent pas un cadre approprié pour veiller à la réadaptation des victimes et garantir la non-répétition, mesures qui pourraient avoir le plus grand potentiel de transformation ». La responsabilité doit donc être comprise comme un processus participatif qui identifie le cadre juridique et institutionnel, perçoit les conditions structurelles et environnementales qui ont facilité la violation et est capable de susciter en réponse des réactions qui soient source de changement⁴².

³⁹ A/73/207, paragraphes 60 à 74, voir également A/HRC/13/39/Add.5, paragraphes 171 et 172.

⁴⁰ A/73/207, par. 77.

⁴¹ Danielle Celermajer, *The Prevention of Torture : An Ecological Approach* (Cambridge University Press, 2018).

⁴² Ibid., par. 36.

IV. Responsabilité et réparation, notamment la réadaptation

44. En matière de torture et de mauvais traitements, l'application du principe de responsabilité exige de pouvoir mobiliser des processus et mécanismes qui soient déployés efficacement pour offrir, de manière isolée ou combinée, une pleine réparation aux victimes. Une pleine réparation doit englober la restitution, l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction et des garanties de non-répétition⁴³. Il convient de souligner que les réparations proposées doivent être mises en œuvre d'une manière qui tienne compte des questions de genre, et doivent en outre prendre en considération la race, l'origine ethnique, religieuse ou autochtone, le statut social ou migratoire, l'orientation sexuelle, l'âge ou le handicap de la ou des victimes.

45. La restitution devrait, dans la mesure du possible, rétablir la victime dans la situation originale qui existait préalablement aux actes de torture ou de mauvais traitements. Une indemnisation devrait être accordée pour tout dommage qui se prête à une évaluation économique, selon qu'il convient et de manière proportionnée à la gravité de la violation et aux circonstances de chaque cas. La réadaptation devrait comporter une prise en charge médicale et psychologique, y compris le traitement du traumatisme, ainsi que l'accès à des services juridiques et sociaux. La satisfaction devrait comporter la cessation des violations persistantes, la divulgation complète et publique de la vérité sur ce qui s'est passé, une déclaration officielle ou décision de justice rétablissant la victime et les personnes qui ont un lien étroit avec elle dans leur dignité, leur réputation et leurs droits, des excuses publiques qui reconnaissent les faits et acceptent la responsabilité, et des sanctions appropriées pour les actes répréhensibles commis. Dans les garanties de non-répétition doivent aussi figurer des mesures qui prévoient un contrôle civil des responsables des forces de l'ordre et des autorités militaires, renforcent l'indépendance du pouvoir judiciaire et protègent les membres des professions juridiques, médicales et sanitaires et le personnel des médias, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme, dispensent un enseignement et une formation à l'ensemble des autorités concernées afin de favoriser un meilleur respect de l'interdiction et réexaminent et réforment les lois favorisant ou permettant des actes de torture et de mauvais traitements⁴⁴.

46. Le Rapporteur spécial souhaite attirer plus particulièrement l'attention sur la réadaptation globale des victimes de torture et de mauvais traitements, à la fois en tant qu'aboutissement des efforts entrepris pour faire appliquer le principe de responsabilité et comme dispositif de soutien aux victimes désireuses de s'engager dans un tel processus. Compte tenu de la longueur et de la complexité de nombre de ces mécanismes et de l'urgence de l'aide à apporter aux victimes, celles et ceux qui ont subi des actes de torture ou de mauvais traitements devraient se voir proposer les moyens de suivre une réadaptation aussi complète que possible, et ce le plus rapidement possible, sans attendre la fin de la procédure. Dans le même temps, le Rapporteur tient à souligner que la réadaptation est un droit fondamental pour toutes les victimes de torture ou de mauvais traitements, indépendamment de l'état d'avancement d'une quelconque enquête ou de toute autre procédure visant à établir les responsabilités, et de l'implication des victimes dans ladite procédure.

47. Il faudrait que les victimes puissent participer, au premier chef, au processus visant à déterminer ce qui constitue une réparation et une réadaptation satisfaisantes au regard des actes qu'elles ont subis. Elles sont ici les mieux placées pour définir, par exemple, quelles devraient être la teneur et la forme d'excuses publiques, ou de

⁴³ Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, paragraphes 18 à 23.

⁴⁴ Ibid., par. 19 à 23.

qui elles préféreraient recevoir des services de réadaptation. Il faudrait aussi que, dans les procédures de mise en œuvre de la responsabilité, tant individuelle que collective, les victimes puissent donner leur point de vue. Il est donc essentiel que les processus de responsabilisation comportent un aspect réparateur et répondent aux besoins des victimes. La quête d'une réparation et l'engagement de la responsabilité des individus et États responsables d'actes de torture et de mauvais traitements devraient aller de pair avec l'adoption de mesures réparatrices pour les victimes, qui fassent de leur bien-être une priorité et tentent de remédier au traumatisme qu'elles ont subi.

48. Pour aller plus loin encore, il faudrait, comme nous l'avons vu plus haut, que les réparations soient source de changement : elles devraient chercher à modifier les conditions qui permettent aux actes de torture et de mauvais traitements de se produire et de se multiplier, y compris les facteurs qui contribuent à marginaliser et à rendre vulnérables celles et ceux qui sont persécutés de manière systématique. Le Rapporteur tient également à souligner que les réparations doivent tenir compte des questions de genre et répondre de manière appropriée aux problèmes particuliers auxquels sont confrontées les femmes et les filles dans le cadre ou à la suite de violences graves⁴⁵. Pour ce faire, il convient d'adopter une approche propice au changement, soucieuse d'améliorer le sort des femmes et des filles qui sont systématiquement malmenées ou tenues dans un état de subordination⁴⁶.

V. Principaux défis à relever en matière de responsabilité

49. Les principaux enjeux dont il est question ci-après concernent principalement les réponses apportées par les États au problème de la torture et des mauvais traitements, mais peuvent également porter sur le comportement d'acteurs non étatiques et la façon dont les institutions étatiques l'abordent.

A. Dénégations

50. Souvent, les réactions des États face aux allégations ou soupçons de torture et de mauvais traitements se caractérisent davantage par des dénégations et faux-fuyants que par la recherche rigoureuse des responsabilités. En niant la réalité des actes de torture ou des mauvais traitements et en contrôlant les leviers de l'enquête, les États sont en mesure de bloquer, avant même sa mise en route, tout processus d'application du principe de responsabilité. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial rappelle l'observation qu'il a récemment formulée, à savoir que les réponses des États à des allégations crédibles de torture et de mauvais traitements sont généralement caractérisées par l'un de ces trois types de dénégations : négation des faits, de la responsabilité ou de l'illicéité. Selon les circonstances, différentes stratégies de déni peuvent se chevaucher ou être appliquées de manière cumulative ou consécutive, tant à l'échelle individuelle que collective. La dénégation intervient souvent à un niveau institutionnel et/ou global, et peut aller de pair avec le secret, l'évitement ou la dilution des responsabilités, la neutralisation ou l'affaiblissement des contre-pouvoirs juridiques et politiques ainsi qu'avec une indifférence et une complaisance généralisée au sein des structures de gouvernance⁴⁷.

⁴⁵ Ruth Rubio-Marín, éd., *What Happened to the Women ? Gender and Reparations for Human Rights Violations* (New York, Social Science Research Council, 2006) et Ruth Rubio-Marín, éd., *The Gender of Reparations : Unsettling Sexual Hierarchies while Redressing Human Rights Violations* (Cambridge University Press, 2009).

⁴⁶ [A/HRC/14/22](#).

⁴⁷ [A/75/179](#).

51. Lorsqu'une culture systématique de la dénégation existe, celles et ceux qui allèguent d'actes de torture ou de mauvais traitements doivent s'attendre à livrer une longue bataille. L'une des principales raisons des lacunes en matière de responsabilité des actes de torture et de mauvais traitements réside dans le profond déséquilibre du rapport de forces entre les auteurs de tels agissements et les victimes, notamment en termes de contrôle institutionnel, de force ou de soutien politique et de moyens, ainsi que dans la discrimination et dans les séquelles du colonialisme. Ce déséquilibre du rapport de forces fait que les textes de loi sont appliqués selon le principe de deux poids deux mesures, ce qui profite non seulement aux États, mais aussi aux puissantes et influentes sociétés multinationales, ainsi qu'à celles et ceux qui sont impliqués dans des cas graves d'exploitation et de mauvais traitements infligés aux individus et aux communautés.

B. Obstruction

52. L'une des difficultés les plus importantes à laquelle se heurte le principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements est l'obstruction délibérée et/ou systématique dont font l'objet les processus visant à sa mise en œuvre⁴⁸. L'obstruction peut se situer à différents niveaux. Elle peut ainsi être généralisée, et se traduire par des barrières juridiques et structurelles à l'application dudit principe. Dans de nombreux États, les actes de torture ou de mauvais traitements sont assortis de délais de prescription, ce qui est contraire au caractère absolu de l'interdiction et à la jurisprudence du Comité contre la torture⁴⁹, et n'est pas conforme à l'obligation d'enquêter, de poursuivre et de sanctionner ce type d'agissements⁵⁰. Les délais de prescription peuvent être particulièrement problématiques pour les victimes de torture et de mauvais traitements, qui peuvent souffrir de traumatismes, de troubles post-traumatiques tels que l'évitement et la dissociation, ou encore faire l'objet d'une stigmatisation et d'une marginalisation, autant de facteurs qui peuvent les empêcher de se lancer dans le processus juridique en temps voulu. En outre, certains systèmes juridiques prévoient des immunités de poursuites pour les agents des forces de l'ordre impliqués dans des actes de torture et de mauvais traitements, pour des motifs tenant par exemple à la sécurité nationale⁵¹.

53. Il est inquiétant de constater qu'un nombre croissant d'États semblent prêts à limiter la responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements en adoptant de telles mesures, qui constituent en fait un permis de torturer et de maltraiter en toute impunité. Au nombre de ces initiatives figure le texte d'une loi britannique intitulée *Overseas Operations Act*, dont une première version risquait d'instituer un délai de prescription de fait pour les poursuites en matière de torture et de mauvais traitements. La version finale de la loi a certes exclu de son champ d'application la torture et d'autres crimes internationaux, mais il est évident que les tentatives de ce genre visant à contourner la stricte interdiction de tels actes encouragent d'autres États à remettre en question son caractère absolu. Au Soudan par exemple toute une série d'acteurs en charge du secteur de la sécurité, notamment les membres de la police, de l'armée et des services de renseignement, bénéficient d'immunités pour tous les « actes commis à des fins officielles », la décision de lever ces immunités revenant au directeur de chaque organisme et n'étant subordonnée à aucun contrôle judiciaire. Le

⁴⁸ Ruth Blakeley et Sam Raphael, "Accountability, denial and the future-proofing of British torture", *International Affairs*, vol. 96, n° 3 (mai 2020), p. 691.

⁴⁹ Voir, par exemple, [CAT/C/ESP/CO/6](#), par. 9, [CAT/C/POL/CO/5-6](#), par. 8, et [CAT/C/UZB/CO/5](#), par. 25.

⁵⁰ Comité contre la torture, *Sonko c. Espagne*, Communication n° 368/2008 ([CAT/C/47/D/368/2008](#)), par. 10.6.

⁵¹ Voir, par exemple, [CAT/C/COD/CO/2](#), par. 22.

Gouvernement transitoire du Soudan a récemment entrepris des réformes législatives pour supprimer certaines de ces immunités, mais la plupart des efforts engagés pour mettre en œuvre le principe de responsabilité sont contrecarrés par l'incapacité à faire appliquer ces réformes, ainsi que par l'existence d'autres immunités⁵². De manière plus générale, les immunités rendent également difficiles l'engagement de poursuites contre des actes de torture commis « à l'étranger » en vertu du principe de compétence universelle, ainsi que l'obtention d'une réparation⁵³.

54. Les obstructions prennent aussi la forme d'actions ciblées visant à entraver certaines enquêtes et à éviter de devoir rendre des comptes. Le Rapporteur spécial a eu connaissance, tout au long de son mandat, et en réponse au questionnaire, de nombreuses informations indiquant que les victimes de torture et de mauvais traitements étaient souvent ignorées ou se voyaient refuser l'accès à des éléments de preuve essentiels, dont leurs propres rapports médicaux, et faisant état d'autres ingérences délibérées dans des procédures qui auraient révélé des actes répréhensibles commis par l'État et amené les acteurs concernés à en répondre. En outre, l'obstruction à la mise en œuvre du principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements consiste souvent à paralyser ceux et celles qui cherchent à établir les responsabilités, notamment en sapant le travail des organisations de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme et de tous ceux qui entendent obliger les puissants à rendre des comptes.

C. Retards

55. Bien qu'une enquête rapidement diligentée sur des allégations crédibles ou des faits présumés de torture ou de mauvais traitements soit un aspect essentiel du devoir d'enquête des États, les retards s'allongent souvent à tous les stades du processus, depuis la collecte des preuves jusqu'à la poursuite des auteurs et à la conclusion de l'affaire au civil ou au pénal. De tels retards peuvent contribuer à une détérioration des éléments de preuve, démoraliser les victimes, aboutir à un dépassement des délais de prescription ou compromettre l'établissement de la vérité concernant les faits de la cause. Ils peuvent viser délibérément à faire obstacle à l'application du principe de responsabilité, ou être simplement le fruit de dysfonctionnements ou d'une insuffisance de ressources des mécanismes d'enquête ; quoi qu'il en soit, ils auront tout autant pour effet d'entraver l'application du principe de responsabilité.

56. Le Rapporteur spécial a reçu des informations détaillées qui montrent que de nombreux processus permettant aux victimes, réelles ou potentielles, d'actes de torture ou de mauvais traitements d'avoir accès à la justice et/ou, selon les cas, de faire appel de leur détention, souffrent de retards accrus en ces temps de crise sanitaire. Cela rend le sort des victimes et/ou des personnes privées de liberté plus vulnérable encore.

D. Ostracisme

57. L'une des principales failles dans la conception et la mise en œuvre du principe de responsabilité pour les actes de torture et les mauvais traitements est la tendance à considérer que de tels faits ne sont l'œuvre que de quelques « éléments indésirables », c'est-à-dire des individus ou groupes isolés ayant fait preuve d'un comportement

⁵² REDRESS, "Sudan: human rights two years after Al-Bashir's removal" (2021).

⁵³ Mark Gibney et Erik Roxström, "What a pity! Sovereign immunity, State responsibility, and the diminution of accountability under international human rights law", *Journal of Human Rights*, vol. 11, n° 4 (2012), pages 443 à 459.

anormal lors d'incidents tout aussi isolés, et que l'on utilise comme boucs émissaires pour dissimuler un problème structurel ou généralisé. Or, l'expérience montre que les cas de torture et de mauvais traitements sont rarement des événements isolés et que les agents de l'État qui y sont associés sont rarement poursuivis ou sanctionnés. Au contraire, ces actes participent presque toujours d'un système ou de pratiques généralisés de violence, dont les autorités concernées sont généralement bien conscientes – quand elles ne sont pas elles-mêmes impliquées – et qui sont souvent favorisées par des facteurs d'ordre normatif, institutionnel et structurel. Lorsqu'un État reconnaît l'existence de violences, il a hélas tendance, dans bien des cas, à se réfugier derrière la thèse des « éléments indésirables », l'idée étant que les actes de torture sont le plus souvent des agissements malveillants qui ne sont perpétrés qu'une seule fois par des individus particulièrement corrompus ou dépravés, et non une pratique autorisée, encore moins encouragée, par la législation, les politiques et les comportements. Cela permet ensuite aux États de nier l'existence de toute forme structurelle ou généralisée de violences et de s'exonérer de toute responsabilité institutionnelle plus large, et donc aussi de réfuter la nécessité de réformer les lois, les politiques et les pratiques qui encouragent les violences ou les laissent perdurer.

E. Carences et/ou financement insuffisant des procédures

58. Il arrive fréquemment qu'il y ait, entre les dispositions légales et la réalité à laquelle sont confrontés celles et ceux qui cherchent à tenir des individus et des autorités responsables d'actes de torture et de mauvais traitements, un écart substantiel. Le Rapporteur mandaté sur ces questions a relevé à maintes reprises l'existence, *de facto*, de limitations et obstacles à différentes étapes du processus visant à faire appliquer le principe de responsabilité et a régulièrement reçu des informations en ce sens. Il s'agit notamment, au début de la procédure, de restrictions et de retards que rencontrent les détenus pour contacter un tiers ou bénéficier d'une assistance juridique, de longs délais avant de pouvoir consulter un médecin indépendant, voire de l'impossibilité de le faire, ce qui empêche la détection rapide des actes de torture ou mauvais traitements et l'établissement de la réalité des faits, de l'absence de services d'interprétation pour ceux qui en ont besoin et du recours à des techniques d'interrogatoire en grande partie fondées sur la coercition et l'intimidation. Des carences apparaissent fréquemment dans le traitement des plaintes, notamment l'absence d'informations sur les procédures, des retards excessifs et des lacunes importantes au niveau de l'instruction, un manque d'indépendance ou d'impartialité des fonctionnaires composant l'instance chargée de l'examen des plaintes, ou encore une protection inadéquate contre les représailles et l'intimidation. Les moyens, les équipements et/ou la formation font souvent cruellement défaut, d'où des procédures et résultats déplorables.

F. Obstacles à la participation des victimes

59. On constate aussi, très souvent, que les processus juridiques, y compris les enquêtes et procédures judiciaires peuvent, notamment au plan pénal, faire sérieusement obstacle à une réelle participation des victimes de torture et de mauvais traitements, qui peuvent souffrir de graves traumatismes psychologiques. Ainsi, bien que trop de victimes de violences sexuelles répugnent à raconter ce qu'elles ont vécu, même dans un cadre thérapeutique, elles sont parfois obligées de le faire – ou censées le faire – lors des entretiens qu'elles ont avec des enquêteurs ou avec les juges, entretiens qui n'ont parfois lieu qu'une seule fois et sur lesquels se fondent les décisions d'inculpation et les sentences judiciaires. De même, les effets des traumatismes sur la mémoire, le souvenir et le témoignage ne sont pas toujours bien

compris, les principaux acteurs en charge des procédures d'enquête et des procédures judiciaires ayant souvent des attentes irréalistes quant aux détails dont les victimes devraient être capables de se remémorer et à la manière dont elles devraient raconter leur histoire. Les juges considèrent bien souvent que l'absence d'émotion, qui peut être signe de dissociation, rend le témoignage peu crédible ou associent à tort des incohérences mineures dans le récit à un mensonge. La mise en doute du témoignage des victimes en pareilles circonstances les prive de la possibilité d'obtenir une réparation efficace ; pire, elle peut les traumatiser davantage et provoquer une revictimisation.

60. Parmi les autres raisons pour lesquelles les survivants ne veulent ou ne peuvent dénoncer les faits dont ils ont été victimes aux organes de justice pénale figurent notamment la méfiance à l'égard des autorités de l'État, la crainte de représailles et le sentiment que la procédure juridique d'établissement des responsabilités est lente et souvent infructueuse ou ne répond pas à leurs besoins immédiats, tels que la sécurité et un soutien matériel. Ces obstacles concrets à la participation des victimes sont très difficiles à lever et nécessitent une véritable réforme structurelle.

G. L'ombre persistante de l'impunité

61. Comme l'ont observé les experts qui s'intéressent au phénomène de la torture et des mauvais traitements, le fait que les États y aient aujourd'hui encore recours et leur implication en la matière sont profondément ancrés dans les pratiques historiques auxquelles remontent ces actes et dans les conditions qui les ont rendus possibles, notamment les contextes coloniaux⁵⁴. L'incapacité à assumer pleinement la responsabilité d'agissements répréhensibles et d'injustices qui ont été perpétrés antérieurement et dont la forme se retrouve dans les violences actuelles, est un élément clé du lien étroit qui existe entre les faits de torture passés et présents. Cette observation explique que les actes de torture et de mauvais traitements aient pu se poursuivre, sans qu'il y ait obligation d'en rendre compte, à travers le monde et tout au long de l'histoire. Le fait de se soustraire à ses responsabilités est une constante qui relie les pratiques passées, présentes et futures de torture et mauvais traitements. C'est de ce refus ou de cette incapacité de reconnaître les actes de torture et de mauvais traitements antérieurs, et d'y remédier, que naît la tolérance dont bénéficient aujourd'hui ces pratiques ; c'est là aussi ce qui favorise la reproduction de tels agissements, ainsi que la fuite des responsabilités. Et l'on s'aperçoit ainsi qu'aucune conclusion n'est tirée, qu'aucune réparation n'intervient et qu'aucune garantie de non-répétition n'est offerte.

H. La torture et les mauvais traitements en tant que forme de punition

62. Les législations qui prévoient des châtiments corporels et/ou qui tolèrent les violences familiales et les abus sexuels, en particulier ceux commis à l'encontre des femmes et des enfants, les actes de stigmatisation et les persécutions fondées sur l'orientation sexuelle, ou tout autre traitement ou peine discriminatoire, exposent les individus à un risque accru de torture et de mauvais traitements. De telles pratiques sont incompatibles avec la conception contemporaine de la dignité humaine et, par conséquent, ne peuvent se justifier en tant que « sanctions légitimes » au sens de l'article premier de la Convention contre la torture⁵⁵.

⁵⁴ Blakeley et Raphael, "Accountability, denial and the future-proofing of British torture", p. 692.

⁵⁵ A/73/207, par. 44.

63. Toute forme de discrimination, qu'il s'agisse de stigmatisation, de diabolisation, de marginalisation, de mépris ou autre, accroît sensiblement, dans presque tous les cas, le risque de torture ou de mauvais traitements. En effet, non seulement le principe de non-discrimination est un principe général de base en matière de protection des droits de l'homme, mais le fait d'infliger intentionnellement une douleur et des souffrances aiguës « pour tout motif fondé sur une discrimination quelle qu'elle soit » constitue également une forme distincte de torture. Toute idéologie qui qualifie certaines personnes ou certains groupes d'inférieurs ou d'indignes de la protection des droits de l'homme doit être rejetée, car elle est incompatible avec l'interdiction absolue et intangible de la torture et des mauvais traitements et avec la dignité humaine telle qu'elle est consacrée par la Déclaration universelle des droits de l'homme dans son ensemble⁵⁶.

VI. Conclusions et recommandations

Incriminer la torture et les mauvais traitements en droit et en fait

64. Les États devraient s'assurer que leur législation nationale considère la torture comme une infraction, au sens que lui donne l'article premier de la Convention contre la torture, et soit assortie de sanctions proportionnelles à la gravité des faits. Les dispositions légales devraient être complétées et renforcées par l'adoption de politiques qui n'admettent aucune tolérance pour les pratiques abusives, et aient pour préoccupation centrale la protection de la dignité humaine. Ces politiques pourraient se traduire par l'élaboration de règles et de procédures destinées aux organes chargés du maintien de l'ordre, qui veillent à ce que leurs interventions soient conformes aux principes des droits de l'homme et imposent des mesures disciplinaires en cas de comportements répréhensibles.

En finir avec les pratiques de dénégation systématique

65. Le principe de responsabilité en matière de torture et de mauvais traitements ne peut être appliqué que si les États abandonnent leurs pratiques de dénégation et cessent de faire obstruction aux mécanismes visant à le mettre en œuvre ; il faut qu'ils démontrent leur volonté politique de répondre – et d'amener autrui à répondre – de toutes les situations où de tels agissements ont lieu, notamment en mettant fin à la culture du secret qui entoure souvent les interventions impliquant le recours à la torture et aux mauvais traitements. Comme l'a précédemment fait observer le Rapporteur spécial, l'interdiction de la torture et des mauvais traitements et les obligations juridiques qui l'accompagnent doivent être interprétées et respectées de bonne foi et conformément à l'objet et au but de la protection de la dignité inhérente à chaque être humain. En conséquence, tout système de gouvernance et de justice reposant sur l'intimidation, la discrimination, la violence et la contrainte doit être réformé, et un contrôle indépendant et impartial ainsi qu'une obligation de rendre des comptes doivent être rigoureusement mis en œuvre pour garantir le respect de l'interdiction absolue de la torture et des mauvais traitements, à laquelle il ne peut être dérogé⁵⁷.

Favoriser un principe de responsabilité permanente

66. Les autorités étatiques devraient encourager activement la mise en œuvre du principe de responsabilité permanente pour les actes de torture et de mauvais

⁵⁶ Ibid., par. 74.

⁵⁷ A/HRC/46/26, par. 73.

traitements, et supprimer tous les obstacles susceptibles de l'entraver. Cela suppose notamment :

- a) de ratifier, sans réserve, la Convention contre la torture et son protocole facultatif, et de mettre en place des mécanismes nationaux de prévention prévoyant un accès inconditionnel à tous les lieux de privation de liberté, garantissant des moyens suffisants et assurant une indépendance de droit et de fait ;
- b) de coopérer pleinement avec les instances internationales qui demandent aux États de rendre compte de leur respect de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements, notamment le Comité contre la torture, le Sous-Comité pour la prévention de la torture, le Rapporteur spécial sur la torture et d'autres organes conventionnels et mandats indépendants pertinents ;
- c) de respecter les normes les plus strictes en matière de liberté d'information et de transparence concernant les pratiques des États ;
- d) d'encourager à délibérer démocratiquement de toutes les questions ayant un impact sur le respect par les États de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements, notamment en permettant aux organisations de la société civile, aux défenseurs des droits de l'homme et aux journalistes d'investigation de signaler les violations des droits de l'homme et de soutenir les victimes et leurs familles ;
- e) de faciliter, par des moyens axés sur la coopération et le soutien matériel, et en s'abstenant de toute ingérence, le travail des services d'enquête, des autorités judiciaires et des autres organes chargés de veiller à ce que les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements aient à répondre de leurs agissements ;
- f) d'assurer le respect des garanties fondamentales contre la torture et les mauvais traitements dès le début de la privation de liberté, notamment l'obtention d'une représentation juridique, les contacts avec la famille et le droit d'être examiné par un médecin indépendant ;
- g) de veiller à ce que les services chargés d'enquêter sur les allégations de torture mènent leurs travaux en toute indépendance et impartialité, dans le respect des normes énoncées dans le protocole d'Istanbul.

Renforcer comme il se doit les capacités et ressources des structures de mise en œuvre du principe de responsabilité

67. Les États devraient faire en sorte que les services d'enquête, les autorités de poursuite et les organes judiciaires, ainsi que les autres instances qui veillent à ce que les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements aient à répondre de leurs agissements, de même que les centres de réadaptation qui accueillent les victimes d'actes de torture et de mauvais traitements, disposent de moyens suffisants et puissent bénéficier d'un renforcement de leurs capacités. Compte tenu des lacunes recensées dans le présent rapport, dont souffrent nombre de mécanismes de responsabilisation, tous les États devraient envisager d'accroître les ressources affectées auxdites structures et à l'octroi de réparations, y compris la réadaptation, en cas de torture et de mauvais traitements.

Apporter un soutien à la société civile et aux défenseurs des droits de l'homme

68. Les États devraient veiller à ce que la société civile et, en particulier, les défenseurs des droits de l'homme puissent travailler dans un environnement qui les mette à l'abri des menaces, de la discrimination et du harcèlement, et à ce qu'ils puissent librement accéder à des informations, recueillir des éléments et les communiquer, afin que les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements aient à répondre de leurs actes.

Ouvrir immédiatement et systématiquement une enquête impartiale

69. Les États devraient assumer leur obligation d'enquêter sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements qui sont portées à leur attention, ainsi que « chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction ». Cette obligation d'enquêter s'étend aux cas établis et rapportés par les organisations de la société civile, ainsi qu'aux allégations transmises par le Rapporteur spécial sur la torture.

Mettre l'accent sur la contextualisation et la prévention

70. Dès lors que les actes de torture et de mauvais traitements restent très répandus en dépit des efforts constants déployés pour les éradiquer, il faut que le principe de responsabilité soit déployé à grande échelle afin de déterminer les pratiques, systèmes et structures dans lesquels interviennent ces abus, repérer les politiques et pratiques à risque et trouver des solutions appropriées axées non seulement sur la réparation mais aussi sur la prévention. À cette fin, les États devraient instaurer et mettre effectivement en œuvre des mécanismes de responsabilisation à plusieurs niveaux, qui permettent juridiquement d'établir la responsabilité civile et pénale en cas de torture et de mauvais traitements, ainsi que la responsabilité des organes de l'État pour leur éventuelle implication, d'assurer la non-répétition des violations, qu'elles soient individuelles ou généralisées, et d'introduire des changements structurels en vue d'éliminer les pratiques répréhensibles et de renforcer les mesures de protection à leur encontre.

Proposer une pleine réparation, en ce compris une réadaptation

71. Les États devraient établir et mettre en place des mécanismes de responsabilisation qui offrent, de manière isolée ou combinée, une pleine réparation aux victimes de torture et de mauvais traitements, englobant la restitution, l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction et des garanties de non-répétition⁵⁸. Les services de réparation doivent être conçus et mis en œuvre en concertation avec les victimes et leurs représentants d'une manière qui tienne compte des questions de genre, et doivent en outre prendre en considération la race, l'origine ethnique, religieuse ou autochtone, le statut social ou migratoire, l'orientation sexuelle, l'âge ou le handicap de la ou des victimes. Les victimes d'actes de torture ou de mauvais traitements, ainsi que leurs familles, devraient se voir proposer les moyens de suivre une réadaptation aussi complète que possible, et ce le plus rapidement possible dans le cadre de la procédure de mise en œuvre de la responsabilité.

Faciliter la participation active des victimes et autres parties prenantes

72. Les États devraient faciliter la participation pleine et active des victimes et des survivants aux mécanismes de responsabilisation. La notion de « victimes »⁵⁹ doit ici être entendue au sens large et inclure les personnes qui, individuellement ou collectivement, ont subi un préjudice, notamment une atteinte à leur intégrité physique ou mentale, une souffrance morale, une perte matérielle ou une atteinte

⁵⁸ Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, par. 18 à 23.

⁵⁹ Conformément aux Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, le cas échéant, on entend aussi par « victimes » les membres de la famille proche ou les personnes à charge de la victime directe et les personnes qui, en intervenant pour venir en aide à des victimes qui se trouvaient dans une situation critique ou pour prévenir la persécution, ont subi un préjudice.

grave à leurs droits fondamentaux, en raison d'actes ou d'omissions constituant des violations flagrantes du droit international des droits de l'homme ou des violations graves du droit international humanitaire ⁶⁰. Pour que les mécanismes de responsabilisation soient efficaces et permettent de réparer le préjudice subi et de veiller à ce que les faits ne se reproduisent pas, il est essentiel que les États y fassent participer non seulement les victimes et survivants immédiats, mais aussi leurs familles et communautés, ainsi que d'autres acteurs possédant des connaissances et compétences spécifiques pertinentes (associations de victimes, organisations de la société civile, centres de réadaptation pour les victimes d'actes de torture, experts en médecine légale, spécialistes en poste dans des organisations régionales et internationales, par exemple).

Garantir l'accessibilité aux mécanismes de responsabilisation

73. Des mesures spéciales devraient être prises pour rendre les mécanismes de responsabilisation effectivement accessibles aux personnes ayant des besoins particuliers ou se trouvant dans certaines situations de vulnérabilité, telles que les femmes et les enfants, les personnes confrontées à un handicap psychosocial ou à des troubles de l'apprentissage, celles en situation de souffrance psychique, y compris de stress post-traumatique, et toute personne rencontrant des difficultés à comprendre, parler, lire ou écrire dans la ou les langues officielles utilisées dans la procédure. L'accès à la réadaptation doit être assuré le plus tôt possible, notamment pour faciliter la participation des victimes auxdits mécanismes. En outre, les États devraient prendre des mesures pour atténuer les phénomènes de stigmatisation et de marginalisation qui touchent de nombreuses victimes de torture et de mauvais traitements, notamment les demandeurs d'asile, les toxicomanes et les personnes porteuses du VIH⁶¹.

Faire supporter aux États et aux individus les insuffisances en matière de responsabilité

74. Le fait qu'un État n'ait pas mis en place des mécanismes appropriés de responsabilisation ou n'ait pas pris des mesures raisonnables et adéquates pour garantir l'obligation de répondre des cas de torture et de mauvais traitements constitue une violation de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements et doit être condamné en conséquence aux plans national, régional et international. En outre, il convient de rappeler que les violations généralisées ou systématiques de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements n'engagent pas seulement la responsabilité juridique des États, mais peuvent aussi donner lieu à l'établissement d'une responsabilité pénale individuelle pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre devant les tribunaux internationaux et les juridictions nationales. Le fait de ne pas prendre les mesures requises par la loi pour que les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements aient à répondre de leurs actes engage la responsabilité juridique de l'État mais aussi, dans certaines circonstances, la responsabilité individuelle au regard du droit pénal international.

⁶⁰ Ibid., par. 8.

⁶¹ Voir également [A/73/207](#), par. 60 à 74 et 77.